



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 16/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORD EST

17 rue de Copenhague
Espace Européen de l'Entreprise
67300 Schiltigheim

Références : D3 i 2026-293

Code AIOT : 0005702843

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2026 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté CHEMIN DES BEUTIERES ECOPOLE DE LA COTE PLATE RD 94 51300 Huiron. L'inspection a été annoncée le 26/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- CHEMIN DES BEUTIERES ECOPOLE DE LA COTE PLATE RD 94 51300 Huiron

- Code AIOT : 0005702843
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV NORD EST est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux, sur le territoire de la commune de la Huiron (51) pour une capacité de déchets autorisés de 100 000 t/an et 700 t/j.

Les intrants sont des déchets ultimes non dangereux provenant principalement du secteur industriel, et des départements 51, 52, 10 et 55.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Limite de l'autorisation	AP Complémentaire du 25/04/2019, article 1.2.3.1	Sans objet
2	Plan de réaménagement	AP Complémentaire du 25/04/2019, article 8.1.5.6	Sans objet
3	Détection incendie et alerte pompiers	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16	Sans objet
4	Formation et exercice incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33	Sans objet
5	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Par sondage, l'Inspection n'a pas constaté d'écart aux prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Limite de l'autorisation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/04/2019, article 1.2.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Capacité de traitement des déchets
Prescription contrôlée : La quantité maximale de déchets pouvant être admis sur l'installation de stockage de déchets non dangereux à compter du 5 Juillet 2005 est : - en volume : de l'ordre de 2,2 millions de m ³ au total - en masse : de l'ordre de 2,2 millions de tonnes au total soit : 70 000 tonnes en moyenne par an ; 100 000 tonnes au maximum par an.

La durée de l'exploitation est de 22 ans à compter du 5 juillet 2005.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a prévu une exploitation du site jusqu'au terme de l'autorisation préfectorale, à savoir le 05/07/2027.</p> <p>En 2025, l'exploitant a accepté 32 236 tonnes de déchets destinés à l'enfouissement (autorisation : 70 000 t/an). Actuellement, le vide de fouille est estimé à 721 388 m³.</p> <p>La subdivision 15 de la tranche 4 est en cours d'exploitation et les tranches 5 et 6 ne seront pas exploitées.</p> <p>L'exploitant indique qu'un géomètre est venu borner la côte finale de 191 mNGF que ne devra pas dépasser le site à la fin de l'exploitant, après recouvrement. L'Inspection a pu constater sur place les différents repères mis en place.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de réaménagement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/04/2019, article 8.1.5.6
Thème(s) : Situation administrative, Plan de réaménagement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute zone couverte fait l'objet d'un plan général de couverture, à l'échelle 1/2 500, accompagné de plans de détails au 1/500 qui présentent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bornage du site - l'ensemble des aménagements du site (clôture, végétation, fossés de collecte, limite de couverture, bassin de collecte et de stockage, système de captage du biogaz, torchères, bâtiments..., - la position exacte des dispositifs de contrôle résiduels (piézomètres, puits de collecte des lixiviats, buses diverses..., - la projection horizontale des réseaux de drainage (drains, tranchée,...), ceci sur des plans différents si plusieurs réseaux superposés existent, - les courbes topographiques d'équidistance 1 mètre, - les aménagements réalisés, dans leur nature et leur étendue. <p>Le plan d'exploitation est régulièrement et au moins une fois par an tenu à jour pour tenir compte de la réalisation de ces aménagements, jusqu'à aboutir au plan de couverture complet du centre de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection son plan d'exploitation, mis à jour deux fois par an. L'Inspection a constaté que le plan en date du 27/11/2025 comporte l'ensemble des éléments attendus.</p>

Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Détection incendie et alerte pompiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie et alerte pompiers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.</p> <p>Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.</p> <p>Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.</p> <p>Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant.</p> <p>VII. - L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de procédures testées avec des logigrammes et différents messages à transmettre en fonction des cas. Une société de télésurveillance suit les caméras thermiques du site 24h/24 et prévient l'astreinte de l'exploitant et les pompiers en cas de d'absence de réponse de l'exploitant. L'Inspection a pu prendre connaissance des rapports de vérifications des détecteurs (caméras thermiques), qui ne présentent pas d'écart.</p> <p>Des rondes sont réalisées et consignées, au moins 2h après le dernier arrivage sur le site et avant le départ du personnel.</p> <p>Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Formation et exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33
Thème(s) : Risques accidentels, Formation et exercice incendie
Prescription contrôlée :

VIII. - Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre.

IX. - Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.

Constats :

Une inspection de 2025 a permis de faire le point sur les formations incendie suivies par le personnel de l'exploitant.

Lors de la présente visite, l'Inspection a pu prendre connaissance des différents compte-rendus des exercices incendie menés régulièrement sur le site. Différents scénarios sont régulièrement testés avec une fréquence de retour conforme à la prescription réglementaire.

Les actions de corrections identifiées suite aux exercices sont consignées et suivies dans un logiciel métier de l'exploitant. Des points trimestriels permettent de faire le point sur l'avancée des actions.

Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :

- la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ;

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau

nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

- le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

- les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.

II. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

III. - En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.

Constats :

L'exploitant a présenté son PDI à l'Inspection. L'Inspection a pu constater la présence de l'ensemble des éléments attendus par la prescription réglementaire.

L'exploitant a transmis son PDI au services de secours (SDIS 51) et le tient à leur disposition dans une coffret extérieur dédié.

Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite